



SOMMAIRE



Comité Général de L'UFMICT 20 et 21 décembre 2017



Meilleurs vœux pour 2018 !

...malgré l'avis de tempête sur la santé et l'action sociale.

EDITO

L'alerte rouge est à nouveau déclenchée en ce début d'année 2018 dans les hôpitaux et les EHPAD. Aux urgences c'est la tempête, les personnels sont épuisés, notamment face à l'avalanche de patients adressés par des structures d'hébergement sous-médicalisées. Les dépressions guettent les malades qui attendent des heures dans les couloirs des hôpitaux avant d'être pris en charge. Les personnels sont épuisés, les services doivent faire face à une pluie d'arrêts maladie. Les gels de postes annoncés ici ou là aggravent la situation. Dans les EPHAD, le manque de financement impacte les conditions d'accueil des personnes âgées et dégrade les conditions de travail des personnels de façon intolérable. Une journée d'actions et de revendications est d'ailleurs prévue à ce sujet le 30 janvier prochain.

À l'horizon, pas d'accalmies ! Les Ordonnances Macron commencent à faire des dégâts. Dans le secteur privé de la santé et dans celui de l'action sociale, les conventions collectives sont en danger.

Se souhaiter une bonne année 2018 relève dès lors de la pure habitude et ne laisse personne dupe. Les orientations politiques décidées par le gouvernement sont toutes de nature économique. Partout le débat social est confisqué pour mieux imposer des budgets en baisse. Cependant, au fil des jours, l'actualité laisse « échapper » des informations au sujet de monstruosité financières tout à fait effrayantes. Ainsi, *Les Échos* de décembre 2016 nous révèlent que le montant de la trésorerie des entreprises américaines dissimulée à l'étranger s'élèverait à plusieurs milliers de milliards de dollars. C'est absolument incroyable ! [...] « *On mesure l'intensité de la folie ambiante* » commente J.C. Guillebaud dans sa chronique

Paris-Provence de décembre 2017. « *Chaque citoyen sent littéralement, sous ses pieds ou au-dessus de sa tête, le poids d'un appareil de domination au regard duquel les garanties démocratiques à l'ancienne ne pèsent plus grand-chose. Ainsi coexistent deux figures de vérité : celle théâtrale et sermonneuse, à l'intention du citoyen et l'autre, la vraie, la sérieuse, réservée aux initiés d'une minuscule oligarchie.* »

D'un côté, la dette publique, laquelle est soi-disant intolérable. De l'autre, des fortunes colossales, construites sur un pillage planétaire « *beaucoup plus coûteux que la prétendue prodigalité des peuples* ». Depuis trente ans, nous dit-on, « *les peuples d'Europe ont vécu à crédit. [...] Ils se sont collectivement gobergés, et leurs gouvernements peureux ont laissé se creuser une dette abyssale* ». Il faut rembourser et allons-y donc pour les réformes de structures, leur mutualisation, la flexibilisation des horaires et *in fine*, la suppression des services publics. « *Il faut privatiser* » nous dit l'ogre financier. « *C'est la solution* » ! Car le monstre a toujours faim, sa voracité est sans limite et « *c'est de notre sang dont il se nourrit, de la grande déconstruction, pièce par pièce, du droit social* ». [...] « *Le réel - celui des peuples, des salariés, des citoyens ordinaires - se voit ainsi rançonné par cette « chose » fantasmagorique que sont devenus les marchés financiers* ». La colère, le désarroi constituent le terreau idéal pour que se développent la violence sociale, la maltraitance, la recherche du bouc-émissaire. La tension monte partout. Il nous faut plus que jamais être unis, lucides, lutter contre ces vérités mensongères qui nous empoisonnent la vie. C'est sur le terrain qu'il nous faut mener le combat. Toutes les victoires, mêmes les plus petites, seront bonnes à prendre.

Laurent LAPORTE
Cadre de santé
Secrétaire général de l'UFMICT-CGT

Comité Général de L'UFMICT 20 et 21 décembre 2017

→ Il est difficile de rendre compte en quelques lignes de ce comité général de l'UFMICT qui a vu notamment se dérouler le passage de relais entre Philippe Kéravec, qui a fait valoir ses droits à la retraite, et son successeur Laurent LAPORTE, nouveau secrétaire général de l'Union Fédérale des Médecins, Ingénieurs, Cadres et Techniciens.

En ouverture de ce Comité Général et après lecture du rapport d'actualités par Philippe Kéravec, Marie-José Kotlicki, secrétaire générale de l'UGICT, rappelle que la transformation du management percute de plein fouet le rôle des ICTAM (Ingénieurs, Cadres, Techniciens, Agents de maîtrise), bouleverse les contenus professionnels, obligeant les salariés à s'adapter en permanence à de nouvelles contraintes. Il est surprenant de constater que la Fonction publique occupe les premiers rangs en ce qui concerne le *burn out* et les suicides au travail, sans que cela soit pour autant réellement pris en compte par les pouvoirs publics.

Ce déni révoltant détruit la logique du service public aussi sûrement que les attaques portées sur nos métiers : on ne parle plus de qualifications garanties par un Diplôme d'État, mais de compétences requises qui s'évaluent annuellement en fonction de l'activité des services ou de l'intérêt souvent à court terme des employeurs. Les instances ne sont plus les lieux où on parle de soins. On y parle de rigueur et de gestion budgétaire à la baisse, on n'évoque plus les investissements mais les suppressions de postes, de lits, comme à Marseille, le refus de payer les qualifications, de reconnaître la pénibilité de nos métiers.

Le débat s'engage

→ À l'APHM, une mobilisation est prévue pour faire barrage au plan d'austérité mis en place par l'ARS. La nécessité d'articuler cette lutte à d'autres identiques est souhaitée. Les camarades ont le sentiment de se retrouver seuls face à leurs difficultés, notamment quand il s'agit de mobiliser le personnel en nombre, et surtout sur la durée.

→ Au sujet de la pénibilité perdue pour certain.e.s infirmier.e.s en catégorie A, les manips radio et les kinés sont à leur tour concerné.e.s, le droit d'option leur est également proposé.

→ À l'APHP, une rentabilité à tout va, de l'efficience à tous les étages sont demandées. Les hôtels sont prêts à accueillir les patient.e.s afin de se substituer à l'hospitalisation au prétexte de développer l'ambulatoire. En revanche, les agents sont logés de plus en plus loin de leurs lieux de travail. Du coup, nombre d'entre eux partent. Les savoirs-faire s'en vont, l'expérience ne peut plus se transmettre. La violence institutionnelle est omniprésente. Les ingénieurs de Trousseau et de Thenon sont venus se syndiquer au MICT-CGT de Saint-Antoine.

→ Partout, sur tout le territoire, les remarques sont les mêmes, partout l'austérité dégrade les conditions de travail, l'accueil des patient.e.s et la qualité des soins.



La démarche revendicative est présentée par

Annick Picard.

Le débat permet de dégager 11 orientations globales :

- ▶ 1. Un diplôme = 1 métier
- ▶ 2. Reconnaissance des qualifications
- ▶ 3. Reconnaissance de la pénibilité, reconquête de la catégorie active,
- ▶ 4. Mise en place d'une véritable prise en compte des 100 000 cas de burn out recensés sur notre champ
- ▶ 5. Obtention de nouveaux droits dans le public et de nouvelles garanties collectives dans l'action sociale
- ▶ 6. Renforcement de tous les effectifs

Mise en œuvre des résolutions du congrès de Poitiers

- ▶ 7. Lutte contre la sous médicalisation, notamment des EHPAD
- ▶ 8. Suppression de la taxe sur les salaires
- ▶ 9. Suppression de l'évaluation
- ▶ 10. Suppression des Ordres professionnels et notamment de l'ONI
- ▶ 11. Suppression de la logique de l'Hôpital-entreprise

La discussion s'engage sur les stratégies à mettre en place :

- ▶ 1. Un plan commun de lutte entre hôpitaux
- ▶ 2. Faire en sorte que les mobilisations durent

- ▶ 3. Médicalisation des EHPAD
- ▶ 4. Lutter contre la fermeture des services d'urgences de proximité
- ▶ 5. Reconstruire des collectifs de travail en s'appuyant sur ceux de l'UFMICT
- ▶ 6. Engager un processus de mobilisation jusqu'aux élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Marie-Jo Kotlicki rappelle qu'il existe un dispositif d'impulsion confédérale : "Les 10 bonnes raisons pour voter CGT". L'UGICT est prête à soutenir une initiative, pourquoi pas en direction des infirmières.

Table ronde sur le *lean management*

→ Invités : Danièle Linhart, sociologue du travail, Éric Pecqueur, figure emblématique de la contestation syndicale chez Toyota, Jean François Bolzinger, secrétaire général adjoint de l'UGICT, Vincent Porteous-Auger et Gilles Métails, membres du bureau de l'UFMICT.

Sujet du débat : quels sont les vrais objectifs de ce lean ?

→ **La santé n'est plus vue sous l'angle de l'intérêt général mais sous l'angle de la financiarisation. Il faut « faire du maigre ».**

Éric Pecqueur a participé dans les années 2000 à l'ouverture de l'usine Toyota à Onnaing dans le Nord. Il a vu arriver le *lean management* à l'usine. Cette forme de management a été présentée aux dirigeants comme la solution magique pour augmenter les profits et limiter les coûts de production.

Toyota lui a proposé d'aller au Japon et en Angleterre pour se former afin de « construire cette usine... sur l'illusion du respect des employés, des conventions collectives et du droit français ». Autant dire que ce n'était pas vraiment l'objectif des responsables ! Il nous conseille de lire le livre du journaliste Satoshi Kamata : « Toyota, l'usine du désespoir ».

Le sous-effectif y est permanent, le manque de matériel également, la productivité est poussée au maximum, les heures supplémentaires aussi. La déréglementation du temps de travail est la norme. Tout cela n'est pas sans rappeler ce qui se passe dans nos secteurs de la santé et de l'action sociale.

C'est une course folle pour supprimer des postes. Il y a beaucoup de *turn over*, beaucoup de jeunes. Il existe une sous-déclaration des accidents du travail. Le patron se sert de la déclaration en maladie professionnelle pour licencier. Le « bordel généralisé » est organisé par la direction, pour faire un maximum de « fric ». Cela est d'autant plus facile qu'il n'y a pas de répondant en face, pas de collectif pour riposter. C'est l'individualisation du travailleur qui est le garant de son isolement. Le « flicage » est permanent. On appelle cela le *reporting* = rendre des comptes !

Le rôle du syndicat est important dans la prise de conscience des travailleurs.

Le monde hospitalier est devenu le même monde que celui de l'entreprise décrite par Éric Pecqueur, même s'il prend d'autres formes.

→ **Danièle Linhart commente : "les tenants de ce nouveau management qui se veut humaniste est en fait une imposture".**

« On nous dit qu'on tourne le dos au taylorisme, au fordisme, et que nous, on y met de l'humain. On veut mettre en avant la capacité à s'adapter, à se former, une dimension spécifiquement humaine, un management des affects, des émotions... mais ce n'est pas le cas ! ». L'objectif visé est le suivant : « déposséder les salariés de leur savoir professionnel, car le savoir c'est du pouvoir et le pouvoir fait peur aux employeurs ».



Comment obliger les salariés à travailler, à se mettre eux-mêmes dans cette situation ? « Le patron va définir la meilleure façon d'organiser le travail, par exemple il va diminuer le nombre de cadres dans les hôpitaux en supprimant des postes et en reportant la charge de travail sur ceux qui restent. Dès lors, le salarié devra lui-même définir sa façon de travailler en intériorisant la contrainte d'être le plus rentable possible. Chaque salarié sera amené à le faire, souvent de façon inconsciente ! » Cela devient une fatalité indépassable.

Il faut cependant que les travailleurs y trouvent un minimum d'intérêt et y adhèrent afin de limiter les moyens de résister. C'est, semble-t-il, le rôle de l'évaluation individuelle, protocolisée de manière à fixer aux agents des objectifs personnels en lien avec les exigences de la direction du moment. Cette évaluation va porter en son sein une vérité indiscutable permettant de briser toute velléité de révolte. Comme une Bible écrite par l'HAS et dont il faudrait faire notre religion...

Il nous faut appliquer des instructions conçues le plus souvent en dehors de la réalité des services. La soumission des salariés se fondera sur l'individualisation du travail, la mise en place d'objectifs personnels et leurs évaluations un peu plus tard...

C'est la personnalisation du « chacun avec son travail ». Tout cela empêche la solidarité. Les responsables n'hésitent pas à jouer sur la corde sensible, « Montrez-nous qui vous êtes ». La transaction est narcissique. La compétition est permanente. « On vous met en concurrence et nous allons voir ce dont vous êtes capable. Montrez que vous êtes quelqu'un de formidable et vous serez récompensé ». En suivant les ordres bien-sûr ! L'enjeu essentiel du *lean management* c'est la DOMINATION DES HOMMES ET DES FEMMES...

« On bouge tout, tout le temps, on change les processus, on externalise, on ré-internalise... Les gens sont paumés. On est apprenti à vie. Donc on ne dit rien. On est dans une précarité subjective. Constamment obligé de réapprendre... »

Cela entraîne un épuisement permanent à recommencer sans cesse. Les conséquences sont dramatiques : effondrement personnel, mauvaise image de soi, incapacité à faire confiance, peur de tout...

C'est pourtant présenté comme une nécessité, car la capacité à s'adapter est valorisée.

Le management à l'heure actuelle est violent. Il n'est plus question de parler du travail, on parle d'idéologie !

→ Pour Jean François Bolzinger, « **il faut inverser le management, il est tourné vers le haut, il faut le tourner vers le bas. Redonner aux gens le « laissez-nous bien travailler ».**

Il faudrait développer un management spécifique à la Fonction publique. Se réapproprié les choses. Notre éthique professionnelle est atteinte. Le collectif doit épanouir l'individu. »

La première idée est de combattre l'évaluation individuelle. Notre encadrement demande de nous auto-évaluer. C'est illégal et manipulateur car ça flatte l'égo...en apparence !

Nous sommes les objets d'un nouveau vocabulaire. (anglais le plus souvent)... Il nous faut vraiment expliquer ce que veulent dire les mots qui nous soumettent.

Pour Jean François Bolzinger, « *il faut que l'on s'empare de la puissance des nouvelles technologies. Maintenant on ne peut plus rien faire sans ordinateur. On doit d'abord étudier l'humain au lieu d'appliquer des protocoles.* »

→ Pour Danièle Linhart, « **s'il y a des droits, des règles, ce n'est pas parce qu'il y a un lien de subordination avec l'employeur. C'est parce que l'on travaille. On est lié par un contrat de travail. Il faut redonner des marges de manœuvre aux salariés** ».

Pour J.F. Bolzinger « Les syndicats n'ont pas fait le

boulot qu'ils devaient faire ! On a 50 ans de retard. On a rien vu. Il faut qu'on analyse l'évolution du management et qu'on transmette notre travail afin de combattre cette nouvelle organisation du Travail. C'est à nous, militants syndicalistes, de transmettre notre savoir, nos savoirs ».

→ Pour J.F. Bolzinger, « **le lien de subordination existe toujours. Mais il y a un pouvoir d'agir ! Il faut recréer une capacité critique collective, intelligente. Développer son esprit critique. Ne pas rester dans « on ne sait pas quoi faire ». On est bien dans l'exploitation de l'homme par l'homme.** »

La grève permet de défaire ce lien de subordination. On continue à travailler (assigné) mais sans ce lien de subordination.

On nous demande d'être dans une subordination volontaire. A nous de nous en dégager. Pour D. Linhart, « *si on enlève le lien de subordination, il n'y a plus de capitalisme* » alors que pour J.F. Bolzinger, « *il y aura toujours des relations dominés/dominants.* »

C'est sur cette différence de points de vues que se terminera le débat.

→ La CGT doit être force de propositions face à cette problématique du *lean* et en tout premier lieu travailler sur la question suivante : « **Comment savoir si on est en servitude volontaire ?** »

Pour conclure ces deux journées, le Comité Général procède à l'élection à l'unanimité de deux nouveaux membres à la commission exécutive de l'UFMICT. Marie Ange MILLOCHAUD, cadre de santé enseignante et Yves Richez, Directeur hospitalier, intègrent officiellement notre commission en remplacement de Christine PRIVAT et Gladys MONDIERE. Cette élection valide le travail militant de ces deux camarades et leur engagement au sein de l'UFMICT.

Enfin, comme nous l'avons dit au début de cet article, Laurent LAPORTE est élu secrétaire général de l'UFMICT et succède ainsi à Philippe KERAVEC, à qui nous avons longuement rendu hommage.

Le Bureau de l'UFMICT.



Présentation du congrès de l'UGICT du 20 au 23 mars 2018 à Perpignan.

- Répartition des 47 mandats UFMICT pour le congrès de l'UGICT.
- **Important** : toutes les candidatures doivent dans un premier temps être entérinées par les syndicats. Elles seront ensuite validées par l'UFMICT. Notre Union fédérale doit être représentée à ce congrès. La liste des candidatures doit être close fin Janvier.
- Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter le secrétariat de l'UFMICT : ufmict@sante.cgt.fr. Tel : 01 55 82 87 57.